

N°375  
AOÛT  
2021

# BULLETIN MENSUEL

L'AGENCE FRANCE TRÉSOR A POUR MISSION DE GÉRER LA DETTE ET LA TRÉSORERIE DE L'ÉTAT AU MIEUX DES INTÉRÊTS DU CONTRIBUABLE ET DANS LES MEILLEURES CONDITIONS DE SÉCURITÉ

Actualité de l'Agence  
France Trésor

page 1

Actualité  
économique

page 2

Données générales  
sur la dette

page 3

Marché  
secondaire

page 5

Dettes négociables  
de l'État

page 6

Économie française et  
comparaisons internationales

page 8

Actualité de l'Agence  
France Trésor

## SÉLECTION DES SPÉCIALISTES EN VALEURS DU TRÉSOR POUR L'EXERCICE 2022-2024 CET AUTOMNE

Le mandat des Spécialistes en Valeurs du Trésor (SVT) accordé aux quinze établissements partenaires de l'Agence France Trésor (AFT) pour la période 2019-2021 arrivant à échéance le 31 décembre 2021, l'Agence lancera à la rentrée son processus de sélection des SVT invitant les établissements actuels ou potentiels qui le souhaitent à transmettre leur candidature d'ici à la fin du mois d'octobre.

Ce groupe de SVT représente aujourd'hui la diversité des établissements actifs sur le marché des emprunts d'État français : grandes banques de réseau et d'établissements financiers spécialisés d'origines française et étrangère. Il est actuellement composé de 15 établissements issus de zones géographiques diverses, parmi lesquels quatre établissements français, deux allemands, trois britanniques, cinq américains et un japonais, ce qui confirme le rôle central et l'attractivité des valeurs du Trésor français sur le marché de la dette en euro.

Liste actuelle (2019-2021) des Spécialistes en Valeurs du Trésor

BofA Securities Europe SA	Commerzbank	Morgan Stanley
Barclays bank	Deutsche Bank	Natixis
BNP Paribas	Goldman Sachs	NatWest Markets
Crédit Agricole - CIB	HSBC France	Nomura
Citigroup	JP Morgan	Société Générale

La liste des SVT, qui sera établie pour une durée de 3 ans du 1 janvier 2022 au 31 décembre 2024, sera soumise pour approbation au ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance, sur proposition du directeur général du Trésor à la suite de l'organisation d'un comité de sélection. Le comité de sélection, dont la composition sera rendue publique en septembre, auditionnera l'ensemble des établissements candidats et rendra un avis consultatif pour les nouvelles demandes d'obtention du statut de SVT ou les renouvellements de mandat. Le comité de sélection devra notamment observer qu'il n'y ait aucun élément technique, financier ou stratégique propre aux établissements bancaires qui pourrait entraver le respect de leurs engagements.

Les spécialistes en valeurs du Trésor (SVT) sont les partenaires et contreparties privilégiées de l'AFT pour l'ensemble de ses activités sur les marchés. Ce sont des établissements bancaires autorisés à participer aux adjudications de dette d'État : ils centralisent les ordres des investisseurs et placent les valeurs du Trésor. Ils sont également chargés d'animer le marché secondaire et assurent la liquidité des titres. Ils conseillent et assistent l'AFT sur sa politique d'émission et de gestion de la dette, et plus généralement sur toute autre question relative aux marchés financiers. L'AFT est particulièrement à l'écoute de l'expertise de ces acteurs de marché, qui sont directement en prise avec les développements sur le marché secondaire, pour exécuter dans les meilleures conditions et à moindre coût pour le contribuable français le programme de financement de l'État d'un montant net de 260 milliards d'euros pour l'année 2021.

Les SVT s'engagent à respecter les termes d'un cadre d'exercice spécifique en signant une [charte \(version 2019-2021 disponible sur le site internet de l'AFT\)](#), par laquelle les SVT se portent garants d'un comportement éthique dans la conduite de leurs opérations.

L'AFT veille durant l'ensemble de la durée du mandat au bon respect par les SVT des engagements de la charte.

La BCE a conclu en juillet la deuxième revue de sa Stratégie depuis sa création. La première, en 2003 avait eu pour principal résultat de changer la cible d'inflation, de « en dessous de 2% » à « en dessous, mais proche de, 2% » sur le moyen terme.

La revue de la Stratégie de 2021 s'est voulue plus complète, en analysant non seulement la cible d'inflation, mais également les outils mis en place ainsi que les conséquences sociales et environnementales de la politique monétaire. La BCE a même inclus dans son analyse les interactions entre politiques budgétaire et monétaire, signe le plus manifeste du changement radical qui s'est opéré dans les institutions européennes au cours des dix dernières années.

### Révision – marginale – de la cible d'inflation

Les principales conclusions sur la cible d'inflation sont, en réalité, assez marginales : la BCE vise désormais une inflation à « 2% » sur le moyen terme et elle a engagé un travail sur l'inclusion des coûts du logement dans l'indice des prix. La cible n'est que marginalement augmentée – d'autant que la BCE avait déjà une approche symétrique de sa cible – tandis que l'inclusion du logement dans l'indice des prix ne se fera que dans plusieurs années et devrait être neutre sur le « moyen terme ».

En revanche, les autres éléments, moins visibles, devraient changer radicalement la mise en place de la politique monétaire de la BCE.

### Verdissement de la BCE

Le plan d'action portant sur les questions de changement climatique, s'il devrait prendre plusieurs années pour être pleinement mis en place, pourrait avoir des conséquences profondes sur la façon dont le changement climatique est inclus dans les décisions de l'ensemble des institutions financières.

Non seulement la BCE s'oriente vers un verdissement de son programme d'achat de titres d'entreprises, mais elle étudie également la possibilité d'adapter son cadre de collatéraux aux questions du changement climatique. Ces décisions pourraient avoir des conséquences sur les prix pratiqués sur les marchés financiers – augmentant le greenium – mais, surtout, elles devraient forcer investisseurs, banques et émetteurs à prendre en compte, de manière plus concrète et plus systématique, le changement climatique dans leurs décisions d'investissement ou de financement.

### Un engagement réaffirmé

Le deuxième facteur qui devrait avoir des conséquences très concrètes sur la politique monétaire de la BCE ne réside pas dans la lettre de la nouvelle Stratégie, mais dans son esprit. En effet, le principal changement ne semble pas être la cible d'inflation mais l'engagement de la BCE à faire le nécessaire pour atteindre cette cible : alors qu'elle s'imposait une obligation de moyens par le passé, la BCE s'impose désormais une obligation de résultats.

La revue de la stratégie a permis de confirmer que les outils utilisés par la BCE – taux négatifs, programmes d'achat et TLTRO – sont efficaces et peuvent être utilisés davantage pour assurer un retour de l'inflation vers sa cible ; la BCE considère désormais que les « outils non-conventionnels » font partie intégrante de sa boîte à outils.

L'esprit de sa nouvelle stratégie laisse penser que la BCE, dont le Conseil des Gouverneurs a adopté à l'unanimité l'engagement à atteindre une inflation à 2% et a accepté le fait que les outils non-conventionnels faisaient partie intégrante de l'arsenal monétaire, mettra durablement en place une politique monétaire très accommodante ; plus accommodante que ce qu'elle n'envisageait avant les conclusions de sa revue de Stratégie et probablement plus accommodante que ce que n'envisagent les marchés à l'heure actuelle.

### Une nouvelle impulsion monétaire

Ce changement de politique monétaire a débuté avec un renforcement très marqué de sa *forward guidance* (communication avancée) : la BCE maintiendra ses taux très bas jusqu'à ce que l'inflation atteigne réellement sa cible ; la prochaine étape concernera les programmes d'achat : il semblerait logique que la BCE fasse un usage plus important de son programme d'achat désormais « conventionnel » à l'avenir afin d'assurer que l'ensemble des taux de marché restent très favorables.

Les TLTRO devraient participer à cet assouplissement monétaire, même si les opérations actuelles semblent déjà extrêmement favorables et qu'il apparaît difficile pour la BCE d'aller plus loin.

A l'inverse, le PEPP – programme d'achat strictement lié à la pandémie – n'est pas concerné par cette nouvelle stratégie ; il devrait être éteint lorsque les effets économiques de la pandémie s'estomperont.

*NB : L'Agence France Trésor offre à des économistes l'opportunité d'exprimer leurs vues personnelles dans de la tribune de son bulletin mensuel. En conséquence, l'article ci-dessus reflète strictement les vues de son auteur et ne devrait pas être considéré comme représentatif du point de vue de l'Agence France Trésor ou du Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance.*

*Les vues exprimées dans cet article représentent les vues personnelles de l'auteur et ne représentent pas une vue officielle de Crédit Agricole CIB. De plus, l'auteur n'a pas et ne recevra pas de compensation financière pour avoir exprimé une recommandation spécifique dans cette tribune.*

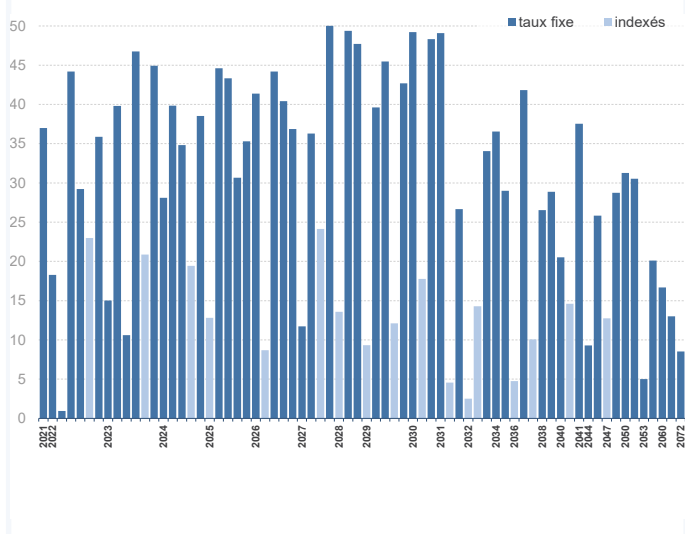
### CALENDRIER INDICATIF D'ADJUDICATION

		Court terme					Moyen terme	Long terme	Indexés
Septembre 2021	date d'adjudication	6	13	20	27	/	16	2	16
	date de règlement	8	15	22	29	/	20	6	20
Octobre 2021	date d'adjudication	4	11	18	25	/	21	7	21
	date de règlement	6	13	20	27	/	25	11	25

Source : Agence France Trésor

### DETTE NÉGOCIABLE À MOYEN ET LONG TERME DE L'ÉTAT AU 31 JUILLET 2021

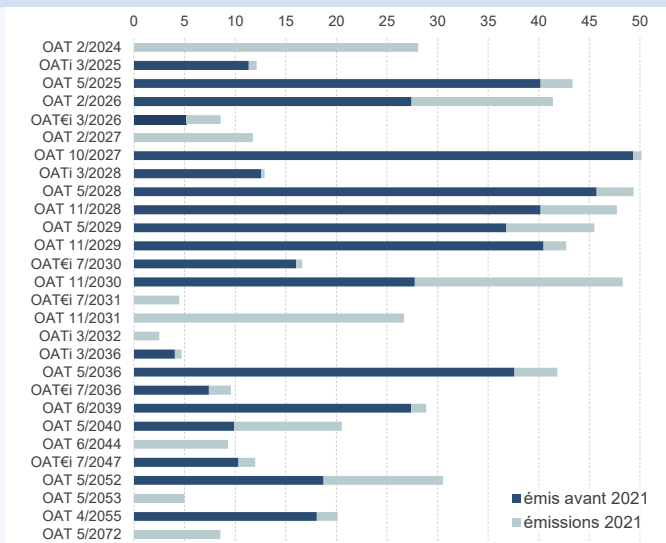
ENCOURS ACTUALISÉ PAR LIGNE, EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

### MOYEN ET LONG TERME : ÉMISSIONS DE L'ANNÉE ET CUMUL AU 31 JUILLET 2021

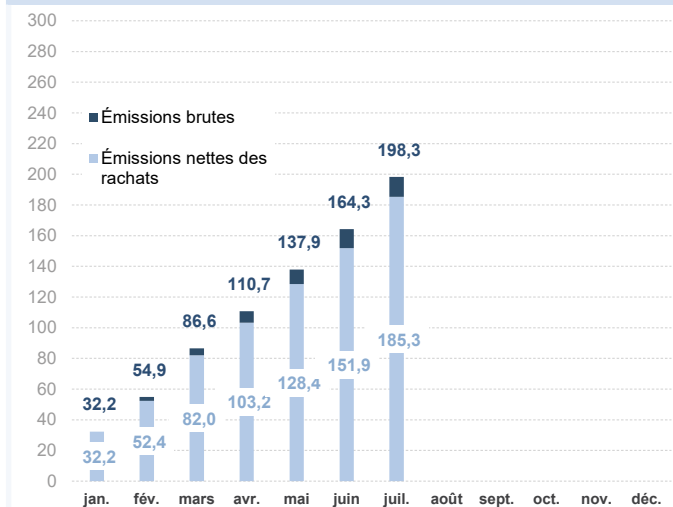
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

### ÉMISSIONS AU 31 JUILLET 2021

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

### MOYEN ET LONG TERME : ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL AU 31 JUILLET 2021

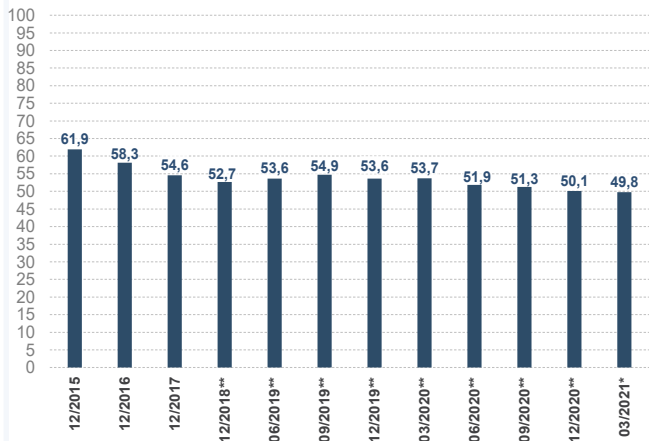
EN MILLIARDS D'EUROS

Mois	Intérêts	Amortissements
août-21		
sept-21		
oct-21	10,2	37,0
nov-21	1,5	
déc-21		
janv-22		
févr-22		18,3
mars-22	0,1	
avr-22	10,6	45,2
mai-22	8,5	29,2
juin-22	0,6	
juil-22	2,5	23,3

Source : Agence France Trésor

## DÉTENTION PAR LES NON-RÉSIDENTS DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT : 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2021

EN % DE LA DETTE NÉGOCIABLE EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



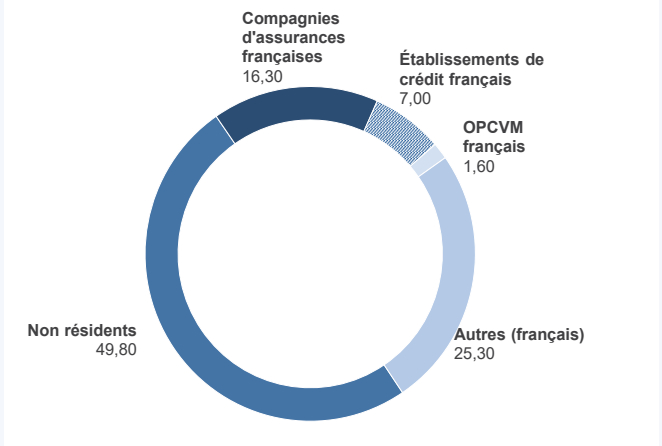
\* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

\*\* Chiffres révisés avec la position titres du dernier rapport annuel

Source : Banque de France

## DÉTENTION DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT PAR GROUPE DE PORTEURS : 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2021

STRUCTURE EN % EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



Source : Banque de France

## DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT AU 31 JUILLET 2021

EN EUROS

<b>Total dette à moyen terme et long terme</b>	<b>1 947 970 072 005</b>
Encours démembré	58 548 480 500
Durée de vie moyenne	9 ans et 71 jours
<b>Total dette à court terme</b>	<b>162 917 000 000</b>
Durée de vie moyenne	126 jours
<b>Encours total</b>	<b>2 110 887 072 005</b>
<b>Durée de vie moyenne</b>	<b>8 ans et 187 jours</b>

Source : Agence France Trésor

## DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT DEPUIS FIN 2018 AU 31 JUILLET 2021

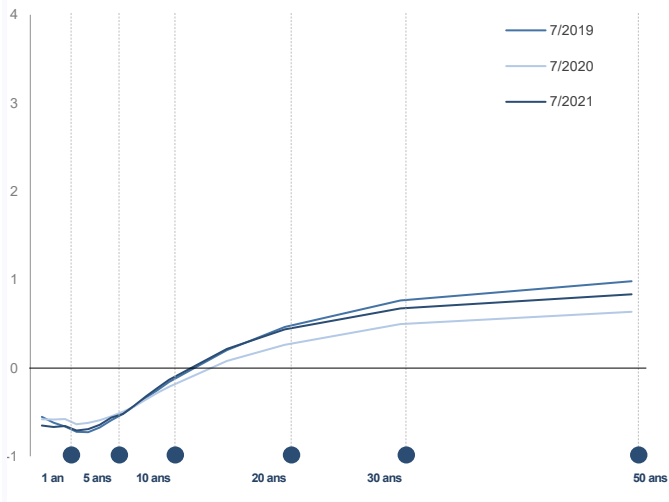
EN MILLIARDS D'EUROS

	Fin 2018	Fin 2019	Fin 2020	Fin juin 2021	Fin juillet 2021
<b>Encours de la dette négociable</b>	<b>1 756</b>	<b>1 823</b>	<b>2 001</b>	<b>2 084</b>	<b>2 111</b>
<i>dont titres indexés</i>	220	226	220	230	225
<b>Moyen et Long Terme</b>	<b>1 644</b>	<b>1 716</b>	<b>1 839</b>	<b>1 922</b>	<b>1 948</b>
<b>Court Terme</b>	113	107	162	163	163
<b>Durée de vie moyenne de la dette négociable</b>	<b>7 ans</b>	<b>8 ans</b>	<b>8 ans</b>	<b>8 ans</b>	<b>8 ans</b>
	336 jours	63 jours	73 jours	181 jours	187 jours

Source : Agence France Trésor

### COURBE DES TAUX SUR TITRES D'ÉTAT FRANÇAIS

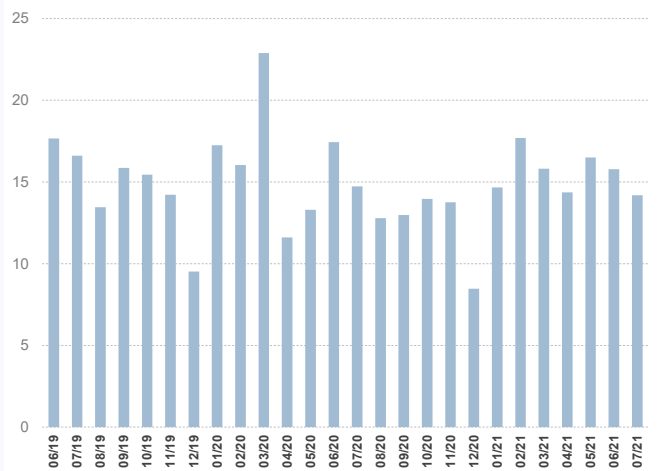
VALEUR EN FIN DE MOIS, EN %



Source : Bloomberg

### VOLUME MOYEN DES TRANSACTIONS QUOTIDIENNES SUR LES TITRES À MOYEN ET LONG TERME

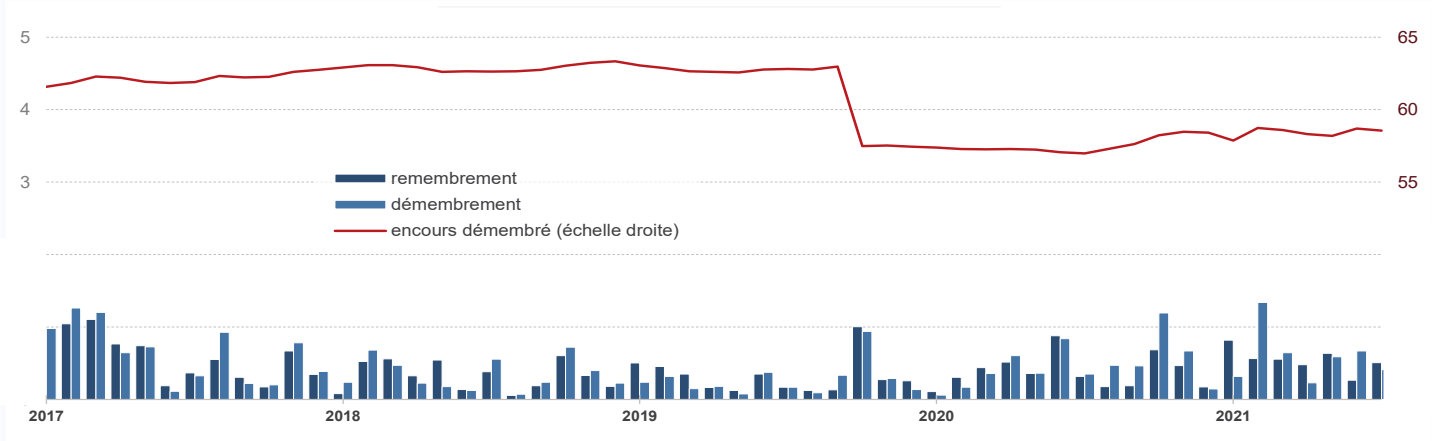
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosystème

### MONTANT DES OPÉRATIONS DE DÉMEMBREMENT ET DE REMEMBREMENT

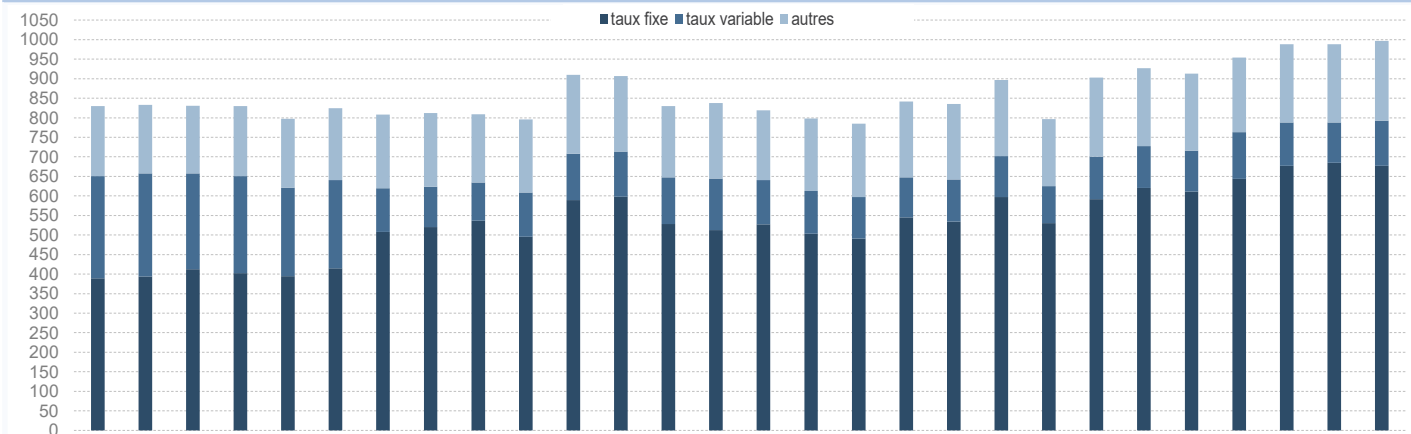
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Euroclear

### ENCOURS CUMULÉS DES PENSIONS DES SVT EN FIN DE MOIS

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT

## DETTE À COURT TERME AU 31 JUILLET 2021

Code ISIN	Échéance	Encours (€)
FR0126750704	BTF 4 août 2021	5 446 000 000
FR0126310293	BTF 11 août 2021	6 688 000 000
FR0126750712	BTF 18 août 2021	5 226 000 000
FR0126461807	BTF 25 août 2021	5 982 000 000
FR0126750720	BTF 1 septembre 2021	5 494 000 000
FR0126310301	BTF 8 septembre 2021	8 685 000 000
FR0126750738	BTF 15 septembre 2021	5 897 000 000
FR0126750746	BTF 22 septembre 2021	6 982 000 000
FR0126750753	BTF 29 septembre 2021	5 020 000 000
FR0126461682	BTF 6 octobre 2021	7 109 000 000
FR0126893470	BTF 13 octobre 2021	5 768 000 000
FR0126750761	BTF 20 octobre 2021	8 295 000 000
FR0126893488	BTF 27 octobre 2021	2 794 000 000
FR0126461690	BTF 4 novembre 2021	8 605 000 000
FR0126750779	BTF 17 novembre 2021	7 676 000 000
FR0126461708	BTF 1 décembre 2021	4 874 000 000
FR0126461815	BTF 15 décembre 2021	12 046 000 000
FR0126461823	BTF 26 janvier 2022	7 193 000 000
FR0126461831	BTF 23 février 2022	7 126 000 000
FR0126461849	BTF 23 mars 2022	8 099 000 000
FR0126750787	BTF 21 avril 2022	8 328 000 000
FR0126750795	BTF 18 mai 2022	9 057 000 000
FR0126750803	BTF 15 juin 2022	6 988 000 000
FR0126893561	BTF 13 juillet 2022	3 539 000 000

## DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2021 - 2024) AU 31 JUILLET 2021

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
	<b>Échéance 2021</b>	<b>36 991 000 000</b>				
FR0011059088	OAT 3,25% 25 octobre 2021	36 991 000 000			0	
	<b>Échéance 2022</b>	<b>151 541 508 110</b>				
FR0013398583	OAT 0,00% 25 février 2022	18 291 000 000			0	x
FR0000571044	OAT 8,25% 25 avril 2022	960 939 990			0	
FR0011196856	OAT 3,00% 25 avril 2022	44 208 000 000			72 509 300	
FR0013219177	OAT 0,00% 25 mai 2022	29 214 000 000			0	x
FR0010899765	OAT€i 1,10% 25 juillet 2022	22 990 568 120 (1)	1,15804	19 853 000 000	0	
FR0011337880	OAT 2,25% 25 octobre 2022	35 877 000 000			0	
	<b>Échéance 2023</b>	<b>177 989 273 343</b>				
FR0013479102	OAT 0,00% 25 février 2023	15 020 000 000			0	x
FR0013283686	OAT 0,00% 25 mars 2023	39 815 000 000			0	x
FR0000571085	OAT 8,50% 25 avril 2023	10 606 195 903			5 326 365 200	
FR0011486067	OAT 1,75% 25 mai 2023	46 748 000 000			0	x
FR0010585901	OATi 2,10% 25 juillet 2023	20 882 077 440 (1)	1,15703	18 048 000 000	0	
FR0010466938	OAT 4,25% 25 octobre 2023	44 918 000 000			453 985 000	
	<b>Échéance 2024</b>	<b>160 714 438 740</b>				
FR0014001N46	OAT 0,00% 25 février 2024	28 097 000 000			0	x
FR0013344751	OAT 0,00% 25 mars 2024	39 839 000 000			0	x
FR0011619436	OAT 2,25% 25 mai 2024	34 810 000 000			0	x
FR0011427848	OAT€i 0,25% 25 juillet 2024	19 432 438 740 (1)	1,08446	17 919 000 000	0	x
FR0011962398	OAT 1,75% 25 novembre 2024	38 536 000 000			42 000 000	x

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

\* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

**DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2025 ET PLUS) AU 31 JUILLET 2021**

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
<b>Échéance 2025</b>		<b>166 715 027 058</b>				
FR0012558310	OATi 0,10% 1 mars 2025	12 801 098 940 (1)	1,05463	12 138 000 000	0	x
FR0013415627	OAT 0,00% 25 mars 2025	44 618 000 000			0	x
FR0012517027	OAT 0,50% 25 mai 2025	43 331 000 000			0	x
FR0000571150	OAT 6,00% 25 octobre 2025	30 653 928 118			2 809 064 400	
FR0012938116	OAT 1,00% 25 novembre 2025	35 311 000 000			0	x
<b>Échéance 2026</b>		<b>171 606 906 160</b>				
FR0013508470	OAT 0,00% 25 février 2026	41 396 000 000			0	x
FR0013519253	OAT€i 0,10% 1 mars 2026	8 696 906 160 (1)	1,01742	8 548 000 000	0	x
FR0010916924	OAT 3,50% 25 avril 2026	44 202 000 000			0	
FR0013131877	OAT 0,50% 25 mai 2026	40 437 000 000			0	x
FR0013200813	OAT 0,25% 25 novembre 2026	36 875 000 000			0	x
<b>Échéance 2027</b>		<b>123 872 003 600</b>				
FR0014003513	OAT 0,00% 25 février 2027	11 741 000 000			0	x
FR0013250560	OAT 1,00% 25 mai 2027	36 296 000 000			0	x
FR0011008705	OAT€i 1,85% 25 juillet 2027	24 148 003 600 (1)	1,14121	21 160 000 000	0	
FR0011317783	OAT 2,75% 25 octobre 2027	51 687 000 000			57 743 600	
<b>Échéance 2028</b>		<b>110 723 055 097</b>				
FR0013238268	OATi 0,10% 1 mars 2028	13 594 657 440 (1)	1,05287	12 912 000 000	0	x
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	31 397 657 (2)		46 232 603	-	
FR0013286192	OAT 0,75% 25 mai 2028	49 380 000 000			0	x
FR0013341682	OAT 0,75% 25 novembre 2028	47 717 000 000			0	x
<b>Échéance 2029</b>		<b>149 243 485 217</b>				
FR0013410552	OAT€i 0,10% 1 mars 2029	9 318 216 120 (1)	1,02748	9 069 000 000	0	x
FR0000571218	OAT 5,50% 25 avril 2029	39 618 880 458			2 274 946 100	
FR0013407236	OAT 0,50% 25 mai 2029	45 491 000 000			0	x
FR0000186413	OATi 3,40% 25 juillet 2029	12 115 388 639 (1)	1,31902	9 185 144 000	0	
FR0013451507	OAT 0,00% 25 novembre 2029	42 700 000 000			0	x
<b>Échéance 2030</b>		<b>115 327 548 760</b>				
FR0011883966	OAT 2,50% 25 mai 2030	49 233 000 000			0	x
FR0011982776	OAT€i 0,70% 25 juillet 2030	17 784 548 760 (1)	1,07052	16 613 000 000	0	x
FR0013516549	OAT 0,00% 25 novembre 2030	48 310 000 000			0	x
<b>Échéance 2031</b>		<b>80 324 740 000</b>				
FR0012993103	OAT 1,50% 25 mai 2031	49 107 000 000			58 900 000	x
FR0014001N38	OAT€i 0,10% 25 juillet 2031	4 544 740 000 (1)	1,01900	4 460 000 000	0	x
FR0014002WK3	OAT 0,00% 25 novembre 2031	26 673 000 000			0	x
<b>Échéances 2032 et plus</b>		<b>502 921 085 920</b>				
FR0014003N51	OATi 0,10% 1 mars 2032	2 526 714 300 (1)	1,01190	2 497 000 000	0	x
FR0000188799	OAT€i 3,15% 25 juillet 2032	14 275 822 080 (1)	1,31988	10 816 000 000	0	
FR0000187635	OAT 5,75% 25 octobre 2032	34 059 322 600			10 625 757 400	
FR0013313582	OAT 1,25% 25 mai 2034	36 541 000 000			0	x
FR0010070060	OAT 4,75% 25 avril 2035	29 004 000 000			3 366 737 000	
FR0013524014	OATi 0,10% 1 mars 2036	4 752 390 000 (1)	1,00900	4 710 000 000	0	x
FR0013154044	OAT 1,25% 25 mai 2036	41 823 000 000			100 000	x
FR0013327491	OAT€i 0,10% 25 juillet 2036	10 051 745 730 (1)	1,05001	9 573 000 000	0	x
FR0010371401	OAT 4,00% 25 octobre 2038	26 534 000 000			4 685 841 400	
FR0013234333	OAT 1,75% 25 juin 2039	28 874 000 000			0	x
FR0013515806	OAT 0,50% 25 mai 2040	20 536 000 000			0	x
FR0010447367	OAT€i 1,80% 25 juillet 2040	14 606 760 610 (1)	1,22263	11 947 000 000	0	
FR0010773192	OAT 4,50% 25 avril 2041	37 558 000 000			5 528 899 000	
FR0014002JM6	OAT 0,50% 25 juin 2044	9 280 000 000			0	x
FR0011461037	OAT 3,25% 25 mai 2045	25 824 000 000			765 510 000	x
FR0013209871	OAT€i 0,10% 25 juillet 2047	12 764 330 600 (1)	1,06547	11 980 000 000	0	x
FR0013257524	OAT 2,00% 25 mai 2048	28 759 000 000			625 900 000	x
FR0013404969	OAT 1,50% 25 mai 2050	31 274 000 000			146 300 000	x
FR0013480613	OAT 0,75% 25 mai 2052	30 529 000 000			426 100 000	x
FR0014004J31	OAT 0,75% 25 mai 2053	5 000 000 000			0	x
FR0010171975	OAT 4,00% 25 avril 2055	20 118 000 000			11 240 818 000	
FR0010870956	OAT 4,00% 25 avril 2060	16 696 000 000			8 799 404 100	
FR0013154028	OAT 1,75% 25 mai 2066	12 997 000 000			1 211 200 000	x
FR0014001NN8	OAT 0,50% 25 mai 2072	8 537 000 000			30 400 000	x

[1] valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

[2] valeur actualisée au 28 mars 2021; non offerte à la souscription

\* Les certificats des titres créés après le 1er mars 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.



### DERNIERS INDICATEURS CONJONCTURELS

Production industrielle, glissement annuel	22,0 %	06/2021
Consommation des ménages*, glissement annuel	-4,9 %	07/2021
Taux de chômage (BIT)	8,0 %	T2-2021
Prix à la consommation, glissement annuel		
• ensemble	1,2 %	07/2021
• ensemble hors tabac	1,1 %	07/2021
Solde commercial, fab-fab, cvs	-5,8 Md€	06/2021
" " " "	-6,6 Md€	05/2021
Solde des transactions courantes, cvs	-0,5 Md€	06/2021
" " " "	-2,4 Md€	05/2021
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	-0,11 %	31/8/2021
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	-0,55 %	31/8/2021
Euro / dollar	1,18	31/8/2021
Euro / yen	129,97	31/8/2021

\* produits manufacturés  
Sources : Insee, Minefi, Banque de France

### SITUATION MENSUELLE DU BUDGET DE L'ÉTAT

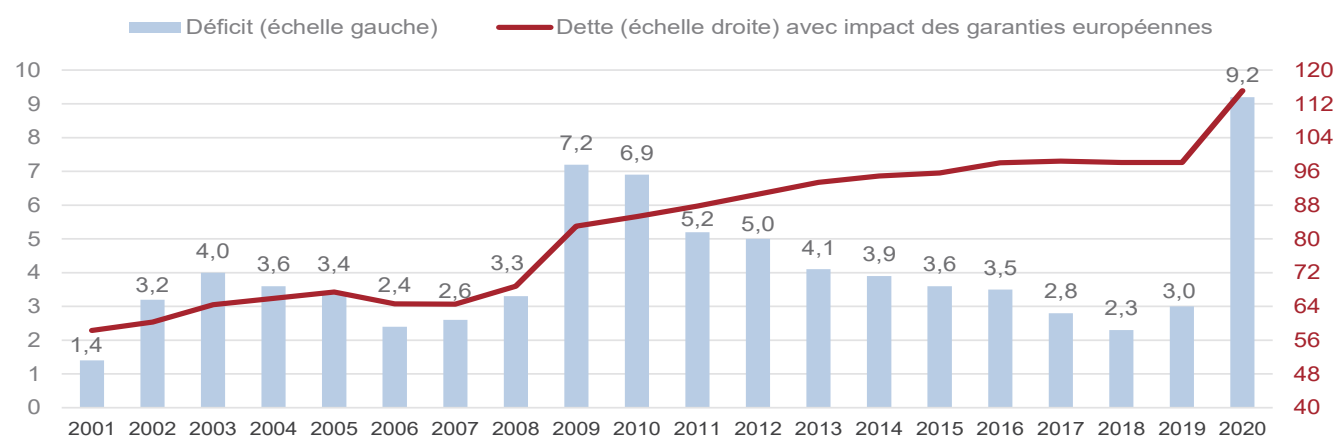
EN MILLIARDS D'EUROS

			niveau à la fin juin		
	2019	2020	2019	2020	2021
Solde du budget général	-96,91	-172,68	-60,61	-101,29	-118,12
Recettes	301,07	282,69	143,77	129,27	141,14
Dépenses	397,98	455,37	204,38	230,55	259,26
Solde des comptes spéciaux du Trésor	4,06	-5,42	-16,73	-23,59	-13,17
Solde général d'exécution	-92,69	-178,10	-77,34	-124,88	-131,29

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance

### FINANCES PUBLIQUES : DÉFICIT ET DETTE

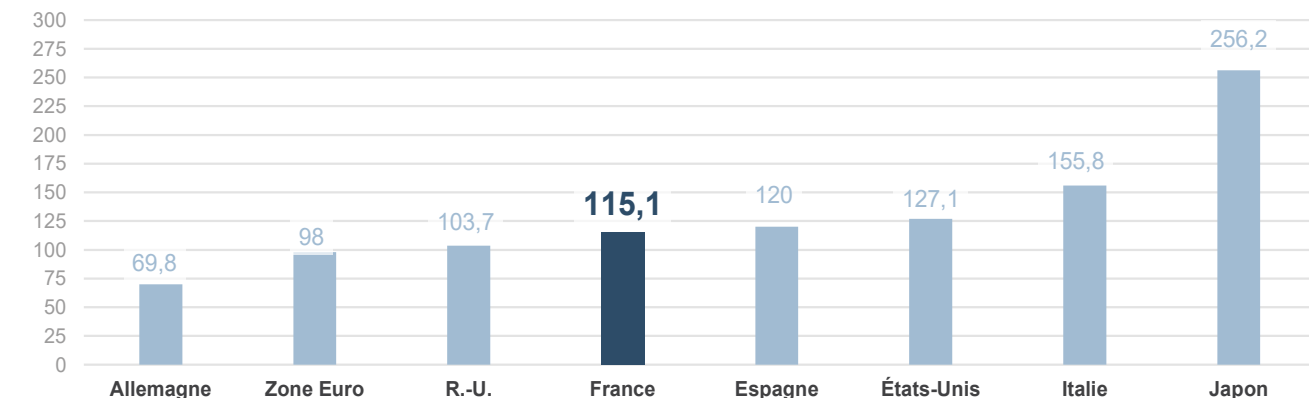
EN % DU PIB



Source : Insee

### DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN 2020

EN % DU PIB



Sources : Eurostat, FMI, Insee



AGENCE  
FRANCE TRÉSOR



SEPTEMBRE 2021 

<b>6</b> Indices des prix de production et d'importation dans l'industrie en juillet	<b>8</b> Emploi salarié – T2 2021	<b>8</b> Commerce extérieur en valeur en juillet	<b>8</b> Balance des paiements en juillet	<b>10</b> Indice de la production industrielle en juillet	<b>15</b> Réserves nettes de change en août
<b>15</b> Indice des prix à la consommation en août – résultats définitifs	<b>17</b> Inflation (IPCH) : indice d'août	<b>23</b> Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en septembre	<b>24</b> Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques – T2 2021	<b>28</b> Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en septembre	<b>30</b> Dépenses de consommation des ménages en biens en août
<b>30</b> Indice des prix à la consommation en septembre - résultats provisoires	<b>30</b> Indices de prix de production et d'importation de l'industrie en août				

OCTOBRE 2021 

<b>5</b> Indice de la production industrielle en août	<b>7</b> Balance des paiements en août	<b>7</b> Commerce extérieur en valeur en août	<b>15</b> Indice des prix à la consommation en septembre – résultats définitifs	<b>15</b> Réserves nettes de change en septembre	<b>21</b> Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en octobre
<b>27</b> Indices des prix de production et d'importation de l'industrie en septembre	<b>27</b> Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en octobre	<b>29</b> Comptes nationaux trimestriels : première estimation T3 2021	<b>29</b> Dépenses de consommation des ménages en biens en septembre	<b>29</b> Indice des prix à la consommation en octobre- résultats provisoires	

Sources : Insee, Eurostat

Directeur de publication : Cyril Rousseau  
Rédaction : Agence France Trésor  
Disponible en français, anglais et également en arabe, chinois, espagnol, japonais et russe sur demande

[www.aft.gouv.fr](http://www.aft.gouv.fr)

Bloomberg : TREX<GO> • REUTERS : <TRESOR> • in

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite. En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits. La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par courriel, à l'adresse suivante : « [contact@aft.gouv.fr](mailto:contact@aft.gouv.fr) ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole « © Agence France Trésor ».